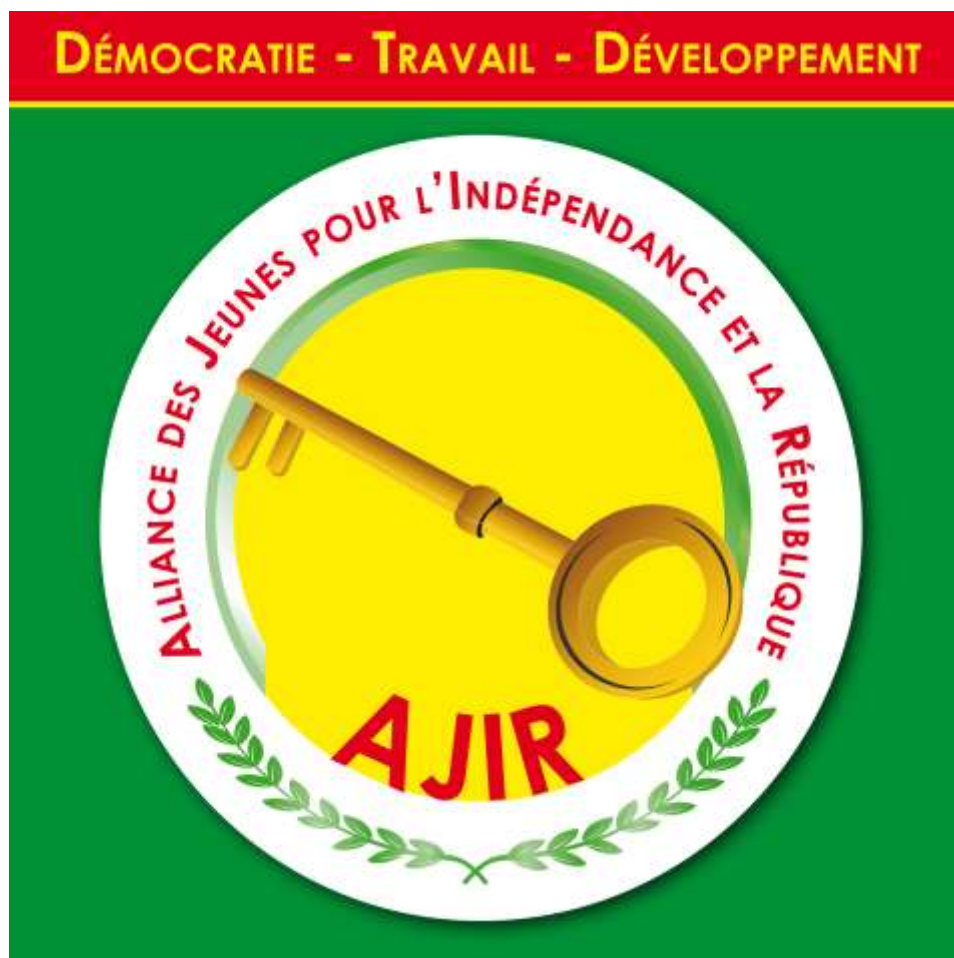


**ALLIANCE DES JEUNES POUR L'INDEPENDANCE ET LA REPUBLIQUE**

**- AJIR -**

# **LE MANIFESTE-PROGRAMME**



## **Préambule.**

A l'instar de la plupart des pays africains, le Burkina Faso a une population majoritairement jeune. Cette situation démographique spécifique constitue un atout majeur que peine cependant à mettre à profit notre pays. Ainsi, notre jeunesse, cette force de travail que nous envient les plus grandes puissances du monde, a été de tout temps considérée comme un fardeau.

Face à ce paradoxe, la jeunesse du pays des hommes intègres a décidé de prendre son destin en main par une participation directe à la gestion du pouvoir d'Etat. Aussi, des leaders jeunes ont-ils décidé de porter sous les fonts baptismaux un parti politique capable de proposer à notre peuple un projet qui prenne en compte la contribution de toutes les couches de la société burkinabé. D'où la naissance le 25 janvier 2014 du parti de l'Alliance des Jeunes pour l'Indépendance et la République (AJIR).

S'appuyant sur l'évolution politique de notre pays, le présent manifeste-programme évoque les circonstances de la création du parti avant d'aborder la doctrine politique et les activités menées par AJIR depuis sa création. Il expose enfin succinctement son projet de gestion du pouvoir d'Etat.

### **I. Le contexte historique et politique.**

La naissance de l'Alliance des Jeunes pour l'Indépendance et la République (AJIR) s'inscrit dans le cadre de l'évolution politique depuis la création de la Haute-Volta jusqu'à l'adoption du multipartisme politique.

La Haute-Volta est une des colonies de l'Afrique Occidentale Française (AOF) été créée par le décret du premier mars 1919 pour permettre au gouverneur général Angoulvant d'utiliser rationnellement les potentialités des Mossé et de parachever l'appriovoisement ''des populations de l'Ouest (Bobo,

Birifor, Bwaba, Lobi, Dagara, Marka, Samo, etc.) Elle fut supprimée en 1932 (par le décret du 05 septembre, sur proposition du ministre des colonies, Albert Sarraut dans sa dépêche du 14 janvier 1932) et effacée de la carte de l'AOF pour des raisons purement économiques et financières, notamment la volonté du colonisateur de s'en servir comme simple réservoir de main-d'œuvre pour les chantiers coloniaux en Côte-d'Ivoire principalement. La colonie a été reconstituée en 1947 suite aux revendications de l'aristocratie Moagha et de l'élite politique de l'époque, avant d'accéder à l'indépendance le 05 août 1960.

De 1960 à nos jours, la Haute-Volta (devenue Burkina Faso en août 1984) a connu tour à tour la première république avec **Maurice Yaméogo** (05 août 1960 au 03 janvier 1966, date du soulèvement populaire), les 2ème et 3ème républiques entre 1966 à 1980 avec le général **Sangoulé Lamizana**, respectivement de février 1971 à février 1974 et de juillet 1978 à novembre 1980, des états d'exception de 1980 à 1991 avec successivement le colonel **Saye Zerbo** (15 novembre 1980-07 novembre 1982), le médecin commandant **Jean-Baptiste Ouedraogo** (07 novembre 1982-04 août 1983), les capitaines **Thomas Sankara** (04 août 1983-15 octobre 1987) et **Blaise Compaoré** (15 octobre 1987-02 juin 1991), et enfin la 4ème république de **Blaise Compaoré** depuis le 1er décembre 1991 jusqu'à l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 où le pays vit dans une transition politique dirigée par son excellence monsieur **Michel kafando**.

La plupart des pays africains de la période d'après les indépendances ont connu des régimes plus ou moins dictatoriaux dirigés par les partis uniques jusqu'au sommet de la Baule qui a consacré la naissance du multipartisme et du libéralisme comme conditionnalités pour bénéficier de l'aide publique au développement.

Au Burkina Faso, “l’explosion” des partis politiques a commencé à partir de juin 1991 où le oui a remporté lors du référendum constitutionnel et elle ne s’est plus arrêtée.

La constitution du 02 juin 1991 reconnaît les libertés d’association et le droit de tous les burkinabè de s’organiser en partis politiques pour l’animation de la vie politique nationale et la conquête du pouvoir d’état. Si bien qu’on peut compter à ce jour plus d’une centaine de partis politiques toute tendance ou idéologie confondue.

Mais de quelque doctrine ou organisation politique qu’on se situe, on peut dire que la jeunesse est souvent marginalisée ou manipulée et instrumentalisée, mais jamais considérée et responsabilisée comme une force politique consciente et capable d’assumer des fonctions sociales ou politiques autres que subalternes.

## **II. La création du parti.**

Le 25 janvier 2014, des jeunes leaders issus pour certains de la société civile, pour d’autres du secteur privé ou public ont porté sur les fonts baptismaux l’Alliance des Jeunes pour l’Indépendance et la République (AJIR), parti d’obédience social-démocrate, porte étendard des aspirations profondes et légitimes de la jeunesse, frange majoritaire de notre population.

Dès son entrée sur la scène politique nationale, l’AJIR a prôné l’émergence d’une élite politique jeune à même d’assurer la relève. Dès lors, les velléités d’instauration d’un pouvoir à vie du président COMPAORE apparaissaient comme un obstacle naturel à l’idéal de changement et le parti de la jeunesse a rejoint le front de la résistance afin d’empêcher un tel recul démocratique, aux antipodes des aspirations légitimes de notre peuple. Cet obstacle étant levé à la faveur de l’insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014, le parti de l’Alliance des Jeunes pour l’Indépendance et la République (AJIR) met désormais le cap

sur sa mission première, celle du renouvellement de la classe dirigeante avec l'arrivée d'une élite jeune aux affaires et l'implication de la jeunesse en amont et en aval de toutes les politiques de développement au Burkina Faso.

C'est le lieu de rappeler que l'AJIR est mue dans son action par la volonté de rétablir la dignité de la vaillante jeunesse burkinabè en imposant au plus haut niveau un changement de la relation et de la vision de la jeunesse, et pour la prise en compte véritable et structurelle de ses aspirations profondes à la formation qualifiante et à l'emploi, à la santé, à l'entrepreneuriat et à la modernité.

En effet, après plus de deux décennies de manipulation, de démagogie et de système d'assistanat asservissant ayant conduit à la déchéance morale d'une partie de notre jeunesse et entamé gravement son intégrité et sa détermination, la jeunesse consciente du Burkina Faso qui a payé le plus lourd tribut de l'insurrection des 30 et 31 octobre 2014, nourrit beaucoup d'espoirs et d'attentes légitimes dans l'avenir.

### **III. La doctrine politique.**

Depuis la fin de la 2ème guerre mondiale et l'installation de la guerre froide, le monde contemporain est pratiquement divisé en deux blocs politiques qui s'opposent plus ou moins radicalement, en dehors desquels il y a les pays dits « non-alignés ».

D'un côté, il y a le bloc capitaliste ou libéral appelé « bloc de l'ouest » qui est caractérisé par le modèle de croissance basé sur la propriété privée des moyens de production et qui se compose principalement des pays de l'Europe de l'ouest et des Etats-Unis.

De l'autre côté, on a le bloc socialiste ou communiste dit « bloc de l'est », qui est caractérisé par la propriété sociale (étatique) des moyens de production, le collectivisme, et qui se compose des pays de l'ex-URSS et d'Europe de l'est, ainsi que certains pays d'Amérique latine ou d'Asie tels que Cuba, le Nicaragua,

le Venezuela, la Chine, etc. Depuis la chute du mur de Berlin, cette division traditionnelle tend à s'estomper et le monde connaît une autre évolution politique caractérisée par le relatif «recul» des idéologies et l'internationalisation du capital, qui consacre en confirmant singulièrement cette prophétie de Marx : l'impérialisme, stade suprême du capitalisme.

Au Burkina Faso, le vent de la démocratie qui souffle sur le pays depuis environs trois décennies a donné naissance à une multitude de partis politiques de toutes les obédiences ou tendances possibles ou imaginables, mais on peut les classer dans deux grands groupes : les libéraux et les socialistes. Il importe de souligner que dans notre pays, ces tendances politiques sont le plus souvent purement théoriques, enfermées qu'elles sont dans des doctrines étrangères aux masses populaires dont elles prétendent défendre les intérêts. Et il n'est pas rare de constater que la gestion pratique du pouvoir d'Etat est souvent éloignée de la doctrine politique des partis au pouvoir.

A titre d'exemple, le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP), prône la sociale démocratie mais a toujours pratiqué et avalisé les politiques ultra libérales comme celle du FMI et de la Banque mondiale qui ont compromis notre développement économique et social pendant les longues années du Programme d'Ajustement Structurel (PAS). Elles ont fortement accentué la paupérisation continue de nos populations, installé la mal gouvernance et l'exclusion des jeunes.

L'Alliance des Jeunes pour l'Indépendance et la République (AJIR) prône que la jeunesse doit être le vecteur de la concrétisation de la formule qui invite à «passer d'une démocratie participative» à une «démocratie contributive». En effet, les jeunes sont directement concernés par la question du développement et sont au cœur de la vie de la nation. Leur intérêt à travers leur engagement politique pour des principes de responsabilité, montrent que devant les menaces auxquelles ils font face, les partis et formations politiques de jeunes ont une

grande responsabilité. Celle de passer de la déclaration d'intention à la constitution d'une force politique autonome et homogène. La jeunesse constitue en effet une force humaine potentiellement opérationnelle. Sa participation permettra incontestablement de forcer le changement dans un système d'accaparement des richesses nationales comme celui que nous connaissons et où les acteurs locaux et les populations à la base semblent être ignorés. C'est la seule façon de réorienter les décideurs politiques, les investisseurs, les opérateurs économiques, et les banques vers l'intérêt collectif et de provoquer une véritable prise de conscience politique.

C'est conscient de cette fracture entre la théorie et la pratique politique que l'AJIR entend se départir de tout dogmatisme politique pour s'inscrire dans une logique pragmatique et réaliste. C'est pourquoi elle adhère à l'idéologie sociale démocrate, en veillant à y intégrer nos valeurs culturelles traditionnelles, pour que nos populations se retrouvent dans nos pratiques politiques. D'où la tropicalisation nécessaire de la doctrine sociale démocrate, pour l'adapter à notre contexte national, d'autant plus que notre société a une longueur d'avance sur celle de l'occident par rapport au mode de vie communautaire. Ni libéralisme démesuré, ni communisme étouffant, mais seulement humanisme. Il s'agit surtout de promouvoir et de défendre en tout lieu et en tout temps la dignité humaine, en mettant résolument l'homme au début et à la fin du processus de développement. L'implication consciente des jeunes à travers leur participation effective aux sphères de décisions comme le pouvoir d'État serait un signal fort. Ce serait même une révolution copernicienne, celle des réseaux de jeunes pour une nation revigorée, dans des espaces d'innovation ouverts où tous les acteurs, en s'investissant dans une chaîne de valeurs redéfinie, contribuent à la transition vers un Burkina plus prospère et plus équitable par la création et le partage des ressources à l'échelle nationale. L'alternative politique recherchée par l'AJIR est donc de travailler à renverser la tendance de mise à l'écart effective de cette

frange importante de la population que constitue la jeunesse, pour la mettre réellement au centre des préoccupations des politiques publiques de développement.

#### **IV. L'action politique.**

Au regard de la volonté de l'AJIR de susciter une alternance sur le double plan politique et générationnel, la volonté d'un homme ou d'une classe politique de se pérenniser au pouvoir par tous les moyens en faisait des obstacles naturels à lever. L'action d'AJIR après sa création fut donc axée sur ce double objectif.

Le combat de l'alternance politique étant déjà mené dans le cadre du Chef de Fil de l'Opposition Politique au Burkina Faso (CFOP), l'adhésion à cette institution était donc logique pour le parti. D'où des actions aussi bien décisives que déterminantes au sein du CFOP. Des meetings aux marches de protestation en passant par les réunions politiques, les représentants d'AJIR se sont toujours illustrés par la pertinence et le réalisme de leurs idées.

A titre d'exemple, on peut signaler qu'une campagne nationale de souscription a été initiée pour soutenir financièrement le CFOP dans la lutte contre le référendum. Cette action révolutionnaire dans les luttes pour la démocratie et les libertés a été une première au Burkina Faso et même au monde de par son originalité. Un journal Béninois écrivait à ce titre : « quand les burkinabè cotisent pour chasser Blaise Compaoré ! » L'AJIR s'est particulièrement illustrée par le sérieux et la rigueur dans la gestion des fonds collectés lors de cette campagne, une mission que lui ont confiée les responsables du CFOP.

Par ailleurs, la grande mobilisation de la jeunesse aux côtés du CFOP plutôt qu'auprès de la majorité d'alors qui lui offrait des récompenses aussi bien financières que matérielles, a fortement été accompagnée par le parti.



Il convient toutefois de souligner, pour ne pas perdre de vue les objectifs substantiels du parti, que l'AJIR œuvrait parallèlement à ces missions de circonstance à son ancrage politique et social, autour de ses idées d'excellence et de croissance, et cela dans des milieux aussi bien nombreux que divers. Le fait est que l'ambition d'optimiser l'employabilité des jeunes pour lutter efficacement contre la pauvreté, de faire de l'excellence la chose la mieux partagée ne recevrait pas d'écho favorable si des actions concrètes ou des sillons objectifs n'étaient pas visibles.

C'est en cela qu'il faut comprendre la création du centre d'étude équipé de matériels didactiques et d'accès internet à l'intention des élèves et étudiants de l'arrondissement 5 de la commune de Ouagadougou qui abrite par ailleurs le siège du parti.

## **V. Le programme politique.**

Le Burkina Faso a été depuis les années 90 marqué par une économie peu compétitive, une insécurité alimentaire persistante et une paupérisation croissante, tant en milieu rural qu'urbain. La défaillance des politiques publiques dans les secteurs sociaux de base comme l'éducation, la santé et l'emploi ainsi que l'absence d'une politique de cohésion sociale a conduit le Burkina Faso vers le chaos social caractérisé par la mal gouvernance et l'affairisme qui ont permis à une minorité de constituer des fortunes colossales dans l'exclusion et le dénuement totales des populations, en particulier les plus vulnérables que sont les jeunes, les femmes et les paysans.

Il était donc devenu nécessaire de travailler à relever le défi de la construction d'une nation plus juste et plus paisible, par l'implication effective de tous les fils du pays dans la production et la redistribution des richesses nationales.

Le programme politique de l'AJIR intitulé « *Développer le Burkina Faso avec sa jeunesse* » s'articule autour de trois orientations stratégiques majeures qui sont : l'axe politique, l'axe économique et l'axe social.

### ➤ **L'AXE POLITIQUE.**

Dans cet axe stratégique, il s'agit pour le parti de travailler à garantir au peuple burkinabè les libertés fondamentales, la cohésion sociale et des relations pacifiques et amicales avec les autres peuples de la sous-région, de l'Afrique et du monde entier.

### ➤ **L'AXE ECONOMIQUE.**

Au plan économique, et par souci de réalisme et de stratégie politique, le parti opte pour le capitalisme semi libéral, ou « le capitalisme contrôlé ». Ce capitalisme d'Etat aura l'avantage non seulement d'encourager l'investissement du privé, mais aussi de faire un auto-ajustement. Le contrôle de l'Etat sur les entreprises intervenant dans les secteurs stratégiques de l'économie nationale, ainsi que celles qui sont productrices de biens de consommation de première nécessité, et celles relevant de la souveraineté nationale, est un impératif pour son essor.

Il s'agit ici de sortir le pays des derniers rangs du classement du PNUD en termes d'indice du développement humain (IDH), par la promotion d'une économie nationale plus forte et plus compétitive en développant les secteurs suivants :

- l'agriculture ;
- la transformation ;
- l'industrie ;
- l'artisanat ;
- le commerce ;
- les TIC ;

-les infrastructures.

### ➤ **L'AXE SOCIAL.**

La vitalité de l'économie doit servir à développer les secteurs sociaux de base que sont :

- l'éducation ;
- la santé ;
- l'eau et l'assainissement ;
- la culture et les arts ;
- le sport et les loisirs sains ;
- l'environnement et le cadre de vie ;
- la recherche scientifique.

Telles sont les grandes orientations stratégiques de l'action politique de l'AJIR, exprimées sous forme d'indicateurs d'objectifs à moyen et long terme, pour sortir le Burkina Faso du sous-développement chronique et structurel dans lequel il est plongé depuis les indépendances. Mais à court terme, le parti entend s'attaquer à un certain nombre de secteurs stratégiques et prioritaires qui sont : l'agriculture et la sécurité alimentaire, les infrastructures et le transport, l'industrialisation et la politique énergétique, et enfin la politique étrangère.

### • **L'AGRICULTURE ET LA SECURITE ALIMENTAIRE**

Pour valoriser l'agriculture, principale activité de 90% de la population, le parti entend développer une politique agricole basée sur l'intensification, la spécialisation et la diversification des productions végétales et animales. Des formations scolaires auront des cursus purement agricole.

Car on ne peut prétendre être un pays à économie agricole sans adopter une formation professionnelle axée sur l'agriculture et l'élevage. Pour ce faire il faut :

- Augmenter les dépenses de recherche de 50% pour rattraper l'écart avec les pays émergents comme l'Afrique du sud ;
- Agir pour le développement du monde rural en valorisant le rôle fondamental des agriculteurs ;
- Soutenir la sécurité alimentaire de toutes les régions du pays par une meilleure conception des aides et des systèmes de production agricole ;
- Favoriser la professionnalisation du travail agricole.

### • **LES INFRASTRUCTURES ET LE TRANSPORT**

Ils constituent un puissant vecteur de développement par la promotion des échanges et en favorisant la circulation des biens et des personnes.

D'où la formule : « la route du développement passe par le développement de la route ». C'est pourquoi il faut :

- développer un réseau routier entre les grandes villes et les régions Burkinabè;
- intégrer l'espace aérien ;
- améliorer le transport ferroviaire ;
- accroître et révolutionner les transports urbains ;
- repenser la politique d'habitat pour la conformer à l'évolution démographique et aux aspirations nouvelles et légitimes des populations.

### • **L'INDUSTRIALISATION ET LA POLITIQUE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE**

Pour sortir notre économie de l'impasse du déséquilibre de la balance commerciale, il nous faut passer de l'économie d'exportation de matières premières, sans valeur ajoutée, à une économie de production de biens de service ou de consommation, basée sur la transformation de nos ressources naturelles en richesses. Cela passe par l'adoption de certaines mesures telles que :

- élaborer une politique énergétique nationale fondée sur le développement durable, sur la sécurité et l'indépendance énergétique, sur la diversification des sources d'énergie et sur la solidarité entre villes ou Etats africains en cas de crise de l'énergie ;
- le Burkina Faso doit œuvrer à la constitution d'un forum mondial ou Africain de l'énergie et du développement chargé de définir un projet global à long terme ;
- prévenir les transferts d'industrie intensive en énergie vers les régions du pays aux ressources énergétiques peu fournies ;
- créer un réseau de transport à haute tension pour distribuer l'électricité produite par les éoliennes et l'électricité solaire ;
- réviser la promotion des biocarburants, pour qu'ils ne compromettent pas la production alimentaire nationale et internationale ;
- adapter la législation existante pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ;
- promouvoir l'efficacité énergétique ;
- s'investir dans une approche mondiale et solidaire dans laquelle les pays les plus développés feront l'effort le plus important ;
- obtenir la participation des Etats-Unis, de la Chine et de l'Inde aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- introduire une directive africaine et nationale sur le climat définissant les objectifs et les plans d'action pour tous les secteurs non encore couverts.

## • LA POLITIQUE ETRANGERE

Le Burkina Faso ne saurait se soustraire des accords de coopération sous-régionale ou internationale, mais il importe de garantir les intérêts supérieurs de la nation et des burkinabè dans toutes les relations qui le lient à d'autres Etats ou

institutions internationales. C'est pourquoi le parti veillera particulièrement sur certains aspects de la politique étrangère du pays dans le but de :

- s'assurer que tous les accords commerciaux conclus par le pays comportent des clauses en faveur des droits humains, sociaux, environnementaux ;
- constituer un forum africain de développement ;
- soutenir le système commercial multilatéral et l'orienter en faveur des pays en développement dans le cycle de Doha ;
- réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU;
- mettre les objectifs internationaux de développement au centre des politiques nationales, qu'il s'agisse de l'aide au développement, du commerce ou de la réforme des institutions mondiales (coopération décentralisée), sans occulter le désormais sacro saint principe de l'originalité Burkinabè ;
- l'attribution des droits de vote au sein du FMI doit mieux refléter les intérêts des pays en développement, en particulier les plus pauvres ;
- instaurer au sein des Nations Unies un moratoire sur l'application de la peine de mort ;
- parvenir à de nouvelles sources innovantes de financement en attribuant au moins 1% de notre revenu national brut à la politique de développement des institutions sous-régionales, régionales et africaines ;
- établir un partenariat avec les pays d'accueil de nos migrants, notamment pour les procédures de réadmission et compenser la fuite des cerveaux ;
- rendre effective l'égalité de traitement sans discrimination pour tous les citoyens burkinabé quand ils se déplacent en Afrique et dans le monde ;
- établir des règles communes pour une immigration suivie et responsable ; répondant aux besoins de quête de savoir et de besoins jugés légitimes et utiles ;
- lutter contre la traite des êtres humains par une stratégie commune de contrôle aux frontières extérieures et en renforçant la coopération avec les pays tiers ;
- élaborer une Charte national pour l'immigration des nationaux ;

- soutenir la réforme des Nations Unies et du Conseil de sécurité, de l'Organisation Mondiale du Commerce, de la Banque Mondiale et des banques régionales, et du Fonds Monétaire International ;

## **VI. La gestion du pouvoir d'Etat.**

La plupart des politiques publiques mises en œuvre en Afrique subsaharienne et sous nos cieux se sont presque toujours soldées par des échecs plus ou moins cuisants pour avoir été conçues ou élaborées dans le mépris et l'exclusion totale des populations bénéficiaires et cibles de ces politiques. Si bien que celles-ci ne se sont jamais senties concernées et impliquées dans les programmes ou projets de développement. Nos autorités politiques ont pris la mauvaise habitude de ne s'intéresser aux populations que lors des consultations électorales où elles promettent tout, sans jamais les interroger sur leurs préoccupations et besoins fondamentaux.

L'Alliance des Jeunes pour l'Indépendance et la République (AJIR) veut rompre avec cette approche propagandiste de la gestion du pouvoir politique, en donnant d'abord la parole à la population et en mettant entre ses mains la clé de son épanouissement. D'où le sens et la portée de la clé contenue dans le symbole du parti.

L'alternative est donc de partir des aspirations profondes du peuple à la liberté et à la prospérité, pour construire une économie nationale forte et dynamique sur la base de l'actionnariat public-privé, dans la perspective d'un développement local équitable et en solidarité avec les autres peuples d'Afrique et du monde.

Il s'agit donc de promouvoir une gestion, non pas simplement participative mais surtout inclusive et contributive de la chose publique (*res publica*) par toutes les couches et catégories sociales de la population du Burkina Faso. C'est

ainsi que, par la démocratie contributive, nous parviendrons à un développement plus équilibré et mieux partagé entre toutes les filles et tous les fils du pays.

## **DEMOCRATIE-TRAVAIL-DEVELOPPEMENT**